

D 1075 CUBA: POINT DE VUE DES ÉVÊQUES SUR LA DETTE

Sur invitation de Fidel Castro, Mgr Herrera, évêque de Camagüey et président de la conférence épiscopale, Mgr Ortega, archevêque de La Havane, et le Père de Céspedes, secrétaire général de la conférence épiscopale, ont participé à la "Rencontre sur la dette extérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes", tenue à La Havane du 31 juillet au 3 août 1985. C'était la première fois depuis la Révolution castriste, avec la rupture de fait entre l'Eglise et l'Etat de 1961, qu'un tel geste était posé. Il faisait suite à la politique d'ouverture exprimée publiquement par l'archevêque de La Havane en mai 1985 (cf. DIAL D 1024). La reprise des relations entre l'Eglise et l'Etat s'est ensuite manifestée par une première rencontre, le 8 septembre, puis une seconde, le 12 novembre 1985, entre Fidel Castro et les évêques cubains. Entre-temps, en octobre, une longue interview du chef de l'Etat sur la religion était publiée en livre, simultanément à Cuba et au Brésil (cf. DIAL D 1071).

Dans ce dossier nous donnons deux documents:

- 1) la déclaration de Mgr Herrera sur le problème de la dette extérieure, au lendemain de sa participation à la rencontre de La Havane, déclaration reprise à leur compte par les sept évêques du pays, et publiée dans le bulletin religieux de La Havane "Vida Cristiana" du 13 octobre 1985 (extraits);
- 2) le message du cardinal Arns, archevêque de Sao Paulo au Brésil, adressé à la rencontre de La Havane sur la dette extérieure de juillet-août 1985, et relevé par les évêques cubains comme représentatif de la pensée générale sur la question.

Note DIAL

1- Communication des évêques cubains publiée le 13 octobre 1985 à La Havane

La communication ci-dessous a été envoyée par Mgr Adolfo Rodriguez Herrera, évêque de Camagüey, aux catholiques de son diocèse. Parce que nous pensons que son contenu intéresse tous les catholiques du pays, nous l'avons repris à notre compte lors de notre réunion à La Havane et nous la remettons entre les mains de nos fidèles pour leur information sur la question. Nous profitons de l'occasion pour vous adresser notre affection fraternelle et pour vous bénir.

les évêques de Cuba
La Havane, le 27 août 1985

QUELQUES ORIENTATIONS DU MAGISTÈRE ECCLÉSIASTIQUE A PROPOS DE LA DETTE EXTÉRIEURE ET DU NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le fait que l'Eglise cubaine ait été invitée, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, à une réunion organisée par le gouvernement de notre pays; que la Conférence épiscopale cubaine ait accepté l'invitation; et que le programme de cette rencontre soit apparemment aussi éloigné de la mission de l'Eglise que peut l'être le thème de la dette extérieure, voilà qui ne peut manquer de surprendre de nombreux catholiques, pour la joie de beaucoup, pour l'espoir de la plupart mais, peut-être, pour la préoccupation de certains.

Effectivement le commandant Fidel Castro, président du Conseil d'Etat et du gouvernement, a invité personnellement l'archevêque de La Havane, le secrétaire général de la conférence épiscopale et son président, à assister à la rencontre sur la dette extérieure qui s'est tenue à La Havane du 30 juillet au 3 août dernier, avec la précision qu'il n'y aurait ni conclusions ni accords. Tant au niveau des deux évêques qu'à celui du reste de notre conférence épiscopale, nous avons favorablement accueilli cette invitation, et l'Eglise a été représentée à la rencontre de La Havane qui s'est déroulée dans une ambiance d'ouverture, de dialogue, de pluralisme, de diversité et de liberté d'expression. Personne n'a été obligé de parler et personne n'a été interdit de parole. Comme évêques cubains, nous ne sommes pas intervenus à la tribune pour la raison qu'aucun des Cubains présents ne l'a fait.

Toutes les réunions ont été des assemblées plénières. Les orateurs ont traité de la dette extérieure, de l'intégration de l'Amérique latine et de la nécessité d'un nouvel ordre économique international, sujets qui sont évidemment liés les uns aux autres. Il y avait quelque 1.200 invités latino-américains du monde politique, économique, industriel, militaire, artistique, religieux... La présence chrétienne a été particulièrement significative, non seulement du point de vue du grand nombre de chrétiens (plus de 100 prêtres et une large majorité de croyants), mais aussi en raison de la confession sereine de leur foi chrétienne par des intervenants à la tribune.

En acceptant l'invitation nous avons pensé que, bien que la dette extérieure fût un sujet financier, technique et politique propre aux experts et aux spécialistes, le problème de la dette avait cependant un fonds moral, éthique et humain qui ne pouvait laisser l'Eglise totalement indifférente, comme de fait elle ne l'a jamais été. Bien évidemment, ce n'est pas un problème qui épuise tous les problèmes de notre continent mais, dans le panorama de nos peuples latino-américains, tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il est l'un des plus graves et des plus urgents.

L'Eglise n'est pas spécialiste en économie; elle n'a pas de compétence en la matière; ce n'est pas la mission que Jésus lui a confiée; elle n'est pas non plus la seule responsable de la justice dans le monde. Elaborer des politiques et des programmes économiques n'est pas sa tâche; il n'appartient pas à l'Eglise de supprimer d'un trait de plume le Fonds monétaire international, ni de légiférer sur les importations et les exportations d'un pays, ni de fermer la Banque mondiale et de licencier ses fonctionnaires, ni de fixer les prix des matières premières et des produits manufacturés. Jésus n'est pas venu avec une liste détaillée de solutions précises à chaque situation concrète de la vie sociale de l'homme; mais bien avec un évangile d'activités morales, devant chaque situation concrète de la vie humaine.

Le problème de la dette extérieure étant un problème de responsabilité morale, l'Eglise ne peut rester neutre, comme si elle n'avait rien à y voir. De fait elle n'est pas restée neutre devant ce problème, dès l'époque où la dette extérieure n'existait pas encore comme telle mais se trouvait déjà en gestation. Tout ce qui touche à l'ordre moral touche à la mission de l'Eglise; rien de ce qui est humain n'est étranger à l'Eglise; celle-ci n'est pas experte en économie, mais elle est experte en humanité. L'Eglise a enseigné que, par derrière un système injuste, il y a toujours des personnes injustes; par derrière de mauvaises lois il y a toujours de mauvais hommes; par derrière un péché, il y a toujours un pécheur. Avant d'être structurels, les péchés sont personnels; avant d'être des causes, les systèmes, les lois et les mécanismes sont des conséquences. "La racine se situe dans des personnes libres et responsables, dans la nature égoïste de l'homme." Les forces aveugles comme un cyclone, une sécheresse, une inondation ou un tremblement de terre peuvent aggraver les situations, mais elles n'en sont pas la racine; elles sont casuelles et pas forcément causales. Les injustices sont produites par l'homme: l'homme peut et doit les corriger.

(Suit un développement sur les mécanismes d'apparition de la dette et de ses effets à l'intérieur, ainsi que sur les déclarations du magistère ecclésiastique concernant les causes de la pauvreté, à partir de l'encyclique Rerum Novarum de 1891 jusqu'aux récentes déclarations de Jean-Paul II.) (NdT)

Lors de la rencontre de La Havane, un consensus s'est dégagé sur la gravité de la crise provoquée par la dette extérieure et l'urgence absolue d'y faire face; sur l'impossibilité de la payer dans les conditions actuelles; sur le refus des solutions du Fonds monétaire international; sur l'intégration latino-américaine; et sur l'urgence d'un nouvel ordre économique international. Même si la rencontre n'avait pas pour but de parvenir à un accord général, il a été significatif que la lettre du Cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque de São Paulo au Brésil, a été reçue comme la base d'un accord tacite quand l'assemblée l'a applaudie debout avec chaleur et à l'unanimité (1).

L'engagement temporel de si nombreux chrétiens latino-américains présents à la réunion a également été hautement significatif dans cette rencontre. On dit parfois que la foi est aliénante, qu'elle est motif d'évasion et qu'elle dissuade l'homme de s'engager; que la foi est une démission dans l'agir historique pour une projection dans un monde inexistant; que la religion est anti-scientifique et relève de la vie privée. Il se trouve que ces chrétiens nous ont fait la démonstration que c'est dans leur foi et à partir d'elle qu'ils trouvent le dynamisme intérieur et une motivation supplémentaire de leur engagement avec l'homme et dans la société; que, sans hypothéquer leur conscience, leur dignité et leur autonomie, ils font de la foi en Dieu l'instance ultime de leur conscience, de leur dignité et de leur autonomie (2). Comme le disait Radomiro Tomic (3) dans son intervention: *"Ce que je veux souligner c'est le phénomène, nouveau dans sa formation massive mais non pas dans sa perspective de fond, de l'engagement grandissant que réclament les croyants entre la foi et la vie."*

Personnellement je suis très reconnaissant aux prêtres, aux religieuses et aux laïcs pour leurs déclarations sincères d'approbation, de soutien et d'encouragement envers leur Eglise, indignement représentée par ma personne au cours de cette rencontre à laquelle nous avons été invités et avons assisté. J'adresse un remerciement spécial aux jeunes du diocèse auxquels j'ai eu l'occasion de parler sur le sujet le 9 août dernier, dans le cadre de la rencontre diocésaine des jeunes et sur leur demande. Je ne fais ici que reproduire simplement les idées que je leur ai exposées.

Je partage avec tous l'espoir que porte ce geste de notre gouvernement envers notre Eglise. J'ai aussi la joie, comme pasteur, de voir une fois de plus que les laïcs de notre diocèse ne sont pas indifférents ni insensibles devant ce problème comme devant tout autre problème humain. Et j'ai la joie, non moins grande, de constater que vous, laïcs cubains, dans vos tâches, études et professions, par l'engagement et par l'exemple, n'êtes en rien différents des chrétiens que nous avons vus et connus à l'occasion de cette rencontre.

Camagüey, le 10 août 1985

[1] Nous donnons le texte de la lettre du cardinal Arns en 2e document de ce dossier [NdT].

[2] Le lecteur aura reconnu dans ce propos d'évêque cubain les linéaments de la "théologie de la libération" en Amérique latine [NdT].

[3] Dirigeant de la Démocratie chrétienne du Chili [NdT].

2- Message du Cardinal Arns, de São Paulo, à la "Conférence sur la dette extérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes" tenue à La Havane (31/7 - 3/8/85) (4)

São Paulo, le 26 juillet 1985

Monsieur Fidel Castro, excellentissime président du Conseil d'Etat et du gouvernement cubain,
Messieurs,

Sensible à l'invitation reçue de participer à l'analyse conjointe sur la dette extérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le contexte de la crise économique internationale, mais dans l'impossibilité d'y participer en raison de tâches innombrables, je tiens à exprimer mon souhait que la réunion soit particulièrement profitable à la grande majorité des pauvres de nos pays.

A la lumière de l'Evangile du Christ, de la doctrine sociale de l'Eglise et des paroles du pape Jean-Paul II, j'aimerais préciser certains points qui me semblent fondamentaux concernant l'objet du débat.

Premièrement, il n'est vraiment pas possible que le peuple latino-américain et caraïbe porte le poids du paiement des dettes colossales contractées par nos gouvernements. Il n'est pas non plus acceptable de continuer à payer des intérêts élevés au prix du sacrifice de notre développement et de notre niveau de vie.

Deuxièmement, le problème de la dette avant d'être financier, est fondamentalement politique: il doit être envisagé comme tel. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas les comptes des crédateurs internationaux, c'est la vie de millions de personnes qui ne peuvent supporter la menace permanente des mesures de récession et du chômage se soldant par la misère et la mort.

Troisièmement, les droits de l'homme exigent que tous les hommes de bonne volonté du continent et des Caraïbes et tous les secteurs sociaux responsables s'unissent dans la recherche urgente d'une solution réaliste au problème de la dette extérieure, comme façon de préserver la souveraineté de nos nations et de sauvegarder le principe selon lequel l'engagement principal de nos gouvernements n'est pas envers les crédateurs mais envers les peuples qu'ils représentent.

Quatrièmement, la défense intransigeante du principe d'autodétermination de nos peuples requiert la fin de l'ingérence des organismes internationaux dans la gestion financière de nos nations. Considérant que le gouvernement relève de la chose publique, tous les documents signés avec de tels organismes doivent être immédiatement portés à la connaissance de l'opinion publique.

Cinquièmement, il est urgent de jeter les bases concrètes d'un Nouvel ordre économique international, supprimant les rapports d'inégalité entre pays riches et pauvres et garantissant au Tiers-Monde le droit inaliénable de présider à ses destinées propres, en dehors de toute ingérence impérialiste et de toutes mesures de spoliation dans les relations commerciales internationales.

Sûr de la réussite de cette importante rencontre, je demande à Dieu de mettre dans nos coeurs la béatitude de l'homme et de sa soif de justice, pour que nous soyons toujours fidèles aux aspirations de nos peuples à la libération.

Recevez mes salutations fraternelles.

Paulo Evaristo cardinal Arns
archevêque métropolitain de São Paulo, Brésil

[4] Le message rédigé en espagnol a été lu en séance plénière par le Frère Betto, religieux dominicain du Brésil [NdT].